

AGRICULTURE & CHANGEMENT CLIMATIQUE : Refaire monde dans les territoires face à un « mal commun » ?

Jeudi 13 juin 2024

MSH Dijon • Maison des Sciences de l'Homme

**Journée d'étude du collectif
Sciences Sociales et Agricultures (SSAs)**

INRAE-CESAER en collaboration avec
le LaSA-Université de Franche-Comté

Coordination scientifique :

Lucie Dupré, Simon Calla,
Floriane Derbez, Sandrine Petit



L'agriculture est pointée du doigt comme contribuant de façon importante au changement climatique (GIEC, 2019). Ce constat repose sur le calcul des émissions de gaz à effets de serre et vise particulièrement le secteur de l'élevage (Cour des comptes, 2023). Il s'est traduit par la mise en œuvre de politiques publiques favorisant le stockage de carbone (plantation de haies, marché carbone, etc.). Il a suscité des analyses sociologiques et économiques visant à rendre compte de l'adoption par les agriculteurs de pratiques décarbonnantes, dans un objectif de lutte contre le « réchauffement climatique » (Thureau et al 2014, Rokatovao et al., 2023 ; Tryer et al., 2018), devenue ainsi un prisme presque exclusif pour relier crise climatique et agriculture. Les manières dont les agriculteurs vivent cette dernière et y font face, sont en revanche assez peu documentées, que ce soit à l'échelle de leurs pratiques quotidiennes, des transformations des systèmes socio-techniques qui en découlent comme de leurs métiers. Dans une recherche pionnière, S. Petit, M.H. Vergote, J. Young et G. Henrion (2023) décrivent l'impact multidimensionnel des sécheresses répétées sur le travail d'éleveurs en Saône-et-Loire, désormais rendu précaire. Cela conduit à des détresses professionnelles et humaines, invisibilisées par la double injonction à l'adaptation et à l'atténuation portée par les politiques publiques sur le climat.

Nous formulons l'hypothèse que la crise climatique pourrait être considérée, du fait de son ampleur, comme un « mal commun ». Pendant négatif de la théorie des biens communs (Ostrom, 1990), cette notion, que nous mettons à l'épreuve lors de cette journée, se distingue de celle de « communs négatifs » telle que retravaillée par A. Monnin (2021), alors même que nous pouvons considérer avec Bonnet et al. que la « charge climatique » est un héritage de l'Anthropocène qui « va s'imposer à nous » (Bonnet 2021 : 97). Les « biens communs » d'E. Ostrom renvoient à des « ressources » matérielles appropriées par une communauté d'utilisateurs, tandis que les communs négatifs d'A. Monnin désignent des « ressources » matérielles ou immatérielles « négatives » dont personne ne veut (tels que les déchets, les sols pollués, les centrales nucléaires) mais dont nous héritons malgré tout et dont il faut « prendre soin collectivement à défaut de pouvoir faire table rase de ces réalités » (Bonnet et al. 2021, p. 29).

L'expression « mal commun » quant à elle nous permet de nommer les réalités climatiques qui affectent les agriculteurs et qui altèrent leurs existences et celles des non humains associés. Le singulier ne doit cacher ni la pluralité des phénomènes visés ni celle de leur réception. En effet, d'un côté, les expressions climatiques sont diverses (gel tardif ou manque de froid, inondations, sécheresse, vents, grêle, etc.) et l'ampleur, la brutalité, la surprise, la violence et la durée des phénomènes, leur géographie sont inédits. Les aléas du climat sont ainsi vécus de manière différenciée selon les ressources et les prises dont les agriculteurs disposent pour faire face. Loin des mots d'ordre appelant à la transition ou au procès climatique, cette journée d'études souhaite explorer, en quoi la crise climatique affecte les mondes des agriculteurs et des agricultrices : que fait ce « mal commun » aux agriculteurs et agricultrices, à leurs activités et aux territoires ?

Nous porterons notre attention aux agricultures fortement inscrites dans les territoires, celles qui s'exercent « à ciel ouvert » (Alvarez de Torres 2015). Une place particulière sera ainsi faite aux activités qui ne relèvent pas d'un seul « prélèvement » mais qui également, en retour, produisent des ressources et en restituent elles-mêmes, fussent-elles de nature différente (fumure, habitats naturels, stockage carbone, biodiversité, etc.). Autrement dit, des activités reposant sur une relation d'échange et de réciprocité avec le milieu et qui contribuent à la fabrique écologique et sociale des territoires.

Cette focale nous amènera aussi à considérer les situations d'agricultures qui sont tout autant exposées aux phénomènes climatiques qu'elles ont besoin de ce qu'une vision instrumentale classique de l'eau, de l'herbe, du soleil, de la chaleur, etc. nomme « des ressources ». Parce qu'elles tendent à devenir rares, instables, intermittentes, manquantes, mal localisées, mais aussi parfois surabondantes et excessives, les agriculteurs sont en effet contraints de « faire sans » (sans eau, sans terre, sans fourrage, sans chaleur, sans fleurs...) mais aussi « avec trop », et au mauvais moment.

Le manque de ressources vitales est un aspect qui doit être distingué des problèmes d'accès à ces mêmes ressources, que l'on peut aller chercher dans un ailleurs économique, territorial et social. Le « mal commun climatique » pousse alors à repenser les modes d'appropriation, de redistribution et d'usages de ces ressources au sein des territoires (Ribot, Peluso, 2023). Il pose de manière centrale la question des temporalités, entre l'urgence de la catastrophe et le temps de son approvisionnement. Une invitation à repenser les rythmes de vie de tous ceux qui en souffrent, à élargir nos cadres d'analyse à des temporalités multiples, celle des êtres vivants dans leur diversité et sortir du temps linéaire anthropocentré de la modernité (Bensaude-Vincent, 2014).

La réflexion collective de cette journée s'organisera selon deux fils structurants.

Des mondes qui se délitent

Le « monde » des agriculteurs et des agricultrices est peuplé de nombreux éléments humains (famille, pairs, voisins, techniciens, etc.), non-humains (bâtiments, outils, troupeau, culture, etc.) mais aussi immatériels (savoirs, normes, dispositifs, valeurs, rêves). Des liens d'attachements permettent de faire tenir ensemble ces éléments au quotidien, au rythme des saisons comme dans le temps long générationnel (Petit et al., 2023). Si, la plupart du temps, ils ne sont pas questionnés et considérés comme « allant de soi », la survenue d'aléas liés à la crise climatique (épisodes de sécheresse, de grêle ou d'inondation, etc.) est susceptible d'agir comme le révélateur de leur caractère indispensable dans l'organisation des conduites individuelles et collectives. Les liens aux autres, animaux, végétaux, matières, substances et entités deviennent saillants et en même temps se défont, compromettant ainsi l'activité telle qu'elle était jusqu'ici conduite. La crise climatique comme « mal commun » devient alors l'occasion de

repérer « ce /ceux qui compte », ce qui « fait ressource », ce à quoi un agriculteur tient et ce qui le retient dans son métier.

Ainsi, le terme même de « ressources », qu'on utilisera avec précaution, ne renverra pas tant ici au statut « d'actif » selon la perspective extractiviste de la plantation proposée par Tsing (2018). Il s'élargit – et peut-être s'effacera – aux entités avec lesquelles on compose un monde et sans lesquelles ce même monde se délite et ne tient plus. De fait, les « ressources » ne sont pas seulement des entités matérielles ou bio-physiques, elles renvoient aussi à une écologie des liens professionnels qui se nouent avec les environnements de travail, et de ce que chacun est prêt à défendre, non seulement individuellement mais aussi collectivement. Par exemple, défendre une certaine façon de s'engager dans un métier / protéger une race / faire collectif autour d'une fruitière. La disparition d'éléments ou, au contraire, l'apparition de certains autres inattendus et perçu comme malvenus, montrent à quel point ces liens qui constituent le monde des agriculteurs sont précaires. Fragilisant l'ordre et les appuis construits progressivement par les agriculteurs dans ou à côté de leur travail ; ils appauvrissent leur monde. La crise climatique peut alors être pensée comme participant à un « processus de démondisation » (Guinchard, 2011) qui, en instaurant des « situations troubles » (Ogien & Quéré, 2005, p. 43) peuvent conduire à diverses ruptures, déchirements ou bifurcations plus ou moins brutales. C'est à la fois l'existence même de certains systèmes, pratiques et métiers qui est questionnée mais également l'ancrage et la fabrique sociale et écologique des territoires à laquelle l'agriculture contribue, et qui s'effrite. À travers la notion de « mal commun », nous souhaitons considérer le vécu individuel et les affects des agriculteur.ice.s concernés par les effets du changement climatique. Nous serons donc attentif.ve.s à la manière dont les agriculteur.ices, engagés dans une diversité de systèmes, sont éprouvé.e.s, à ce qu'ils peuvent dire de ce qu'ils vivent, à ce qui fait de la différence et ce qui compte dans ces situations instables.

Refaire monde dans les territoires ? Du mal commun aux communs latents

L'activité agricole est ancrée dans un espace pourvu d'entités (sol, herbe, eau...) qu'elle utilise pour sa pérennité. Si cet espace est un lieu de travail, il est aussi un lieu de vie et de sociabilités auquel les agriculteurs et les agricultrices sont attaché.e.s physiquement, émotionnellement et qu'ils dotent de valeurs symboliques (Mathieu, 2016). S'il est parfois possible de se déplacer dans un territoire à la recherche de telles entités indispensables, il est toutefois le plus souvent impossible de partir. Il faut dès lors « tenir » dans le temps, dans un territoire singulier que l'on habite, avec ce qui ne s'y trouve plus et que les techno-promesses ne pourront faire revivre ou avec ce qui s'y trouve désormais et s'impose aux agriculteurs. Faire face à ce « mal commun » n'est pas qu'une affaire de deuil et de renoncement. Nous faisons l'hypothèse que cela peut aussi générer de nouveaux liens et de nouveaux mondes,

de la même manière qu'émergent, dans les ruines du capitalisme, de nouvelles formes de vie et de vivre ensemble (Tsing, 2017).

Ce sont des « communs latents » (latent commons), des enchevêtrements qui pourraient devenir des causes communes (Tsing, 2017). Ils permettent de ne pas être seuls face à la catastrophe socio-écologique voire pourraient créer de nouvelles solidarités alors que l'éco-anxiété (Clayton et Manning, 2018) prend de l'ampleur en agriculture et dans la société. Mais si un des enjeux est « d'apprendre de nos craintes et à les mobiliser au travers d'actions signifiantes et significatives » (Gousset-Lessard et Lebrun-Paré, 2022), il reste encore à savoir dans quelles mesures. Suivant l'hypothèse selon laquelle les épreuves sont toujours susceptibles d'ouvrir la voie à une logique d'adaptation (Becerra, 2019), nous nous proposons donc d'interroger la capacité des agriculteurs à agir en situation de vulnérabilité, c'est-à-dire à parvenir à se saisir de la puissance potentiellement transformatrice de la vulnérabilité pour aller au-delà d'une situation critique.

Mais les agriculteurs ont-ils – tous – les moyens et les capacités d'agir dans ce genre de situation qui peut vite devenir paralysante ? A quelles conditions cela est-il possible ? Si dans cette perspective, l'attention peut être portée sur les capacités proprement individuelles des agriculteurs, nous souhaitons tout particulièrement explorer les possibilités d'émergence de l'action collective et d'une solidarité au sein des territoires.

Le « mal commun » ne peut-il pas aussi relier les êtres et leurs environnements, plutôt que les délier, les isoler les uns des autres et les mettre en concurrence ? Il s'agira alors de repérer des capacités à « agir ensemble », que ce soit entre agriculteurs ou avec les autres habitants, à recomposer des manières de « refaire métier », de « refaire monde », et ce faisant de « refaire territoire », face à, et dans la crise climatique. Il s'agit, pour suivre A. Tsing, d'être attentif aux « moments fugaces d'enchevêtrement », des « entre-deux où il est possible de trouver des alliés » et qu'on « pourrait [...] envisager comme des communs latents. [...] Disséminés un peu partout, on ne les remarque que rarement. [...] Ils bouillonnent de possibilités non réalisées : ils sont insaisissables » (Tsing 2017 : 369). Explorer et observer l'émergence de communs latents ouvre alors une série de questions qui résonneront tout au long de cette journée : quelles nouvelles alliances possibles, espérées mais peut-être aussi inattendues, se dessinent-elles ? Quelles solidarités au sein du monde agricole et entre ce dernier et les autres permettent-elles de « refaire monde commun » ?



Paysage mixte viticulture-élevage du Maconnais à Serrières / Sandrine Petit

Références

- Bensaude-Vincent B. (2014) Slow versus fast : un faux débat, *Natures Sciences Sociétés*, 22, 254-261
- Bonnet E., Landivara, D., Monnin A., 2021, *Héritage et fermeture. Une écologie du démantèlement*. Editions divergences.
- Clayton S., Manning C. (eds) (2018) *Psychology and climate change. Human Perceptions, Impacts, and Responses*, Academic Press, Elsevier.
- Cour des Comptes (2023) *Les soutiens publics aux éleveurs bovins, Observations définitives, Rapport S2023-0466*, 133p.
- Gousse-Lessard A.-S., Lebrun-Paré F. (2022) Regards croisés sur le phénomène « d'écoanxiété » : perspectives psychologique, sociale et éducationnelle, *Éducation relative à l'environnement*, Vol. 17, n°1, DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.8159>
- Guinchard C. (2011), *Logiques du dénuement: réflexions sociologiques sur la pauvreté et le temps*, Paris, L'Harmattan.
- Mathieu N., (2016), « 'Modes d'habiter', 'cultures de la nature' : des concepts indissociables », in Choné A., Hajek I., Hamman p.(dir.), *Guide des humanités environnementales*, Septentrion, pp.567-581.
- Ogien A. et Queré L. (2005) *Le vocabulaire de la sociologie de l'action*, Ellipses, Paris
- Ostrom E., 1990, *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*, Cambridge, Cambridge University Press, 271 p.
- Petit S., Vergote M.-H., Young J., Henrion G. (2023) *Éleveur face au changement climatique, un travail qui devient précaire*, *Carnets de géographes* (à paraître).
- Ribot, J., Peluso N. L., 2023, « Une théorie de l'accès », *Revue Française de Socio-Économie*, 1, n° 30, pp. 189 à 218.
- Stavo-Debaugé J., 2023, Les « communs négatifs » et se démettre en commun, *Accueillir la fin de mondes auxquels apprendre à désappartenir*, *Multitudes*, 4, 93, 101-106.
- Tsing A. L. (2017) *Le champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte.
- Tsing, A., 2018, *Résurgence holocène contre plantation anthropocène*, Traduit de l'anglais (USA) par Dominique Quessada, *Multitudes*, 3 n° 72 | pages 77 à 85, <https://doi.org/10.4000/vertigo.15588b>
- Torres Alvarez, M. F., 2015, « Prairie naturelle, « Campero » et ingénieur », *Techniques & Culture*, 63, pp. 74-91.
- Thureau, B., Fabry, M. et Arnaud Robin, 2014, « Lutter contre le changement climatique ou pour son identité professionnelle? », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne]*, Volume 14 Numéro 3, <https://doi.org/10.4000/vertigo.15588>

Présentation du collectif SSAs (Sciences Sociales & Agricultures) :

<https://www2.dijon.inra.fr/cesaer/animation-scientifique/sciences-sociales-agricultures>

8h45-9h15	Accueil Café MSH Dijon
9h15-9h30	Introduction
9h30-10h00	Sandrine Petit*, Marie-Hélène Vergote*, Catherine Husson**, *CESAER, INRAE – Institut Agro Dijon ; **UMR Territoires, Institut Agro Dijon « Des éleveurs dans les incertitudes du climat : être aux aguets, s'adapter encore, jusqu'où ? »
10h00-10h30	Gaël Bohnert, CRESAT, Université de Haute Alsace « Sécheresse des sols, initiatives en grandes cultures et viticulture »
10h30-10h45	<i>Pause</i>
10h45-11h15	Yannick Sencébé, CESAER, Institut Agro Dijon « Trop riches pour changer ? Les éleveurs en Comté face au changement climatique. »
11h15-11h45	Vassili Kyréos et Guillaume Lacquement, Université Paris-Diderot et Université de Perpignan « La vulnérabilité des exploitations agricoles méditerranéennes face à la réduction de la disponibilité de la ressource en eau »
11h45-12h15	Discussion générale de la matinée
12h15-13h45	<i>Déjeuner sur place</i>
13h45-14h15	Lucie Dupré, CESAER, INRAE « Apiculture et changement climatique : intensification et transformation du travail, au-delà de l'incertitude »
14h15-14h45	Léo Mariani, UMR Eco-anthropologie, MNHN « Contre la notion de "ressource". De l'intérêt de penser l'agriculture de façon moins finaliste »
14h45-15h15	Simon Calla, LASA, Université de Franche-Comté « Changement climatique et visions d'une agriculture idéale »
15h15-15h45	Discussion générale
15h45-16h00	<i>Pause</i>
16h00-17h00	Table ronde et synthèse <u>Animation</u> : Floriane Derbez (CESAER, Institut Agro Dijon) <u>Participant.e.s</u> : Alexandre Moine (THEMA, Université de Franche-Comté) ; Fanny Chrétien (FOAP, Institut Agro Dijon), Eric Collias (Université de Rennes 2)

Inscription gratuite mais obligatoire avant le 30 mai 2024 ici :

<http://cartes.cesaer.inrae.fr/form/GVkJrJB>

Cliquer ou copier le lien dans le navigateur



Contacts :

Lucie Dupré - lucie.dupre@inrae.fr

Sandrine Petit - sandrine.petit@inrae.fr

**La journée d'étude se tiendra à la MSH, salle Forum
des savoirs (rdc)**



MSH

6, esplanade Érasme
21000 DIJON

Accès Campus :

Tramway Ligne T1 direction

Quetigny

> arrêt Érasme

Bus

> Ligne 5 : arrêt Mansart

> Corol : arrêt Mansart

Conception graphique : Communication INRAE-BFC